

Questions orales

Le premier ministre ne reconnaît-il pas que nous ne pouvons guère attendre cinq semaines de plus pour que le budget du ministre des Finances vienne éclaircir la situation? Va-t-il demander ou ordonner, si besoin est, au ministre des Finances, de faire immédiatement un exposé économique qui nous permettra de savoir ce que le gouvernement compte faire à l'égard du déficit et du dollar?

M. Clark (Yellowhead): Où est Bob White?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le rapport de l'OCDE montre certainement la fausseté des affirmations du député. Ce dernier a certainement oublié ce rapport selon lequel le gouvernement du Canada suit une ligne d'action claire, cohérente et logique propre à favoriser le progrès économique. Il devrait certainement se réjouir de ce que la politique du ministre des Finances nous ait valu les éloges de l'OCDE. Cette organisation parle bien de cohérence et non pas de confusion.

● (1430)

Ce qu'il y a de vrai dans la déclaration du député, c'est que le dollar ressent effectivement les effets d'un facteur important, le déficit. Alors qu'il nous avait fallu 100 ans depuis l'année de la Confédération, pour accumuler une dette nette de 18 milliards, en 15 ans à peine, les libéraux ont porté cette dette de 18 milliards à 190 milliards, auxquels s'ajoutent d'autres engagements d'une valeur de 120 milliards. C'est cette prodigalité et ce gaspillage qui ont fait du tort à notre pays et auxquels nous nous efforçons de remédier.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Il s'agit peut-être d'une pseudo-véridicité. Je ne sais pas trop ce que cela veut dire.

L'ARTICLE DE JOURNAL RAPPORTANT DES PAROLES
ATTRIBUÉES AU MINISTRE DE LA JUSTICE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, le premier ministre est-il d'accord avec le ministre de la Justice qui a déclaré, comme le rapporte aujourd'hui un grand quotidien du Québec, que le gouvernement commettrait un acte suicidaire en opérant les coupes que le ministre des Finances prétend nécessaires pour réduire le déficit et qu'il faudrait donc abandonner le plan du ministre des Finances?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'a jamais rien dit de tel et c'est là une façon typiquement socialiste de déformer la vérité. Les gens en ont assez de vous entendre.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Regardez vous-même.

M. Mulroney: Il n'y a rien de tel.

[Français]

LA CONSOMMATION

ON DEMANDE QUAND LE RAPPORT O'FARRELL SERA REMIS À LA COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE DU CANADA

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je m'adresse au premier ministre.

Hier, son ministre de la Consommation et des Corporations refusait encore de transmettre le rapport O'Farrell à la Commission sur les pratiques restrictives du commerce du Canada, qui est en train d'achever son enquête et qui se propose, ai-je appris ce matin, de le rendre public et de le remettre en avril.

Le premier ministre pourrait-il nous assurer que le rapport O'Farrell sera transmis à la Commission en temps utile, ce qui, à toutes fins pratiques, veut dire maintenant, afin qu'elle puisse en tenir compte avant de remettre son rapport en avril?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la documentation sera soumise en temps utile, en temps opportun.

ON DEMANDE LES RAISONS DU RETARD

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, ce qu'il faut réaliser, c'est que l'enquête achève et que le «temps opportun», c'est maintenant.

Je voudrais donc demander au premier ministre s'il peut nous donner les raisons pour lesquelles son gouvernement tarde à transférer le rapport O'Farrell à la Commission sur les pratiques restrictives du commerce du Canada? Pourquoi cette attitude qui consiste à mettre les bâtons dans les roues d'une commission qui enquête dans l'intérêt des consommateurs canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je présume que le ministre va suivre le processus normal et qu'il franchira des étapes obligatoires et en «temps opportun», pour utiliser votre phrase, le rapport sera soumis à qui de droit.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DE L'ESSENCE—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INTERVENIR

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Comité national pour la réduction du prix de l'essence, formé récemment à Montréal, a envoyé un Telex au premier ministre demandant immédiatement une réduction de 06c. le litre du prix de l'essence aux pompes. Le prix de l'essence à Montréal est, au minimum, 15c. le litre de plus qu'aux États américains avoisinants.